

Votre service public « Le Forem » est en souffrance !

Le gouvernement fédéral, au travers de ses ajustements budgétaires, a diminué fortement le budget annuel du Forem.

Des compétences fédérales ont été transférées aux Régions avec un budget inférieur à celui qui était utilisé par le fédéral : pour le Forem 90% du budget fédéral.

Ces deux mesures ont un impact important sur le fonctionnement de l'Office en terme de bien-être au travail pour ses travailleurs et en terme de qualité du service rendu à ses usagers.

En voici quelques exemples :

- Pas de possibilité d'augmenter le nombre de conseillers référents chargé des accompagnements individualisés sans détricoter les services dits de « support » (ouvriers de maintenance, cantinières, femmes de charge, agents administratifs, ... qui sont pour nous essentiels au bon fonctionnement de notre organisme). En conséquence, nos conseillers référents doivent faire de plus en plus d'entretiens pour tendre vers l'objectif fixé par le monde politique. Résultat, la qualité du service rendu aux demandeurs d'emploi diminue fortement et nos conseillers référents sont de plus en plus démotivés et proche (ou déjà) du burnout !
- Le personnel dit de support est également en surcharge de travail et donc aussi en situation de mal-être. Dans une certaine mesure, le Forem a recours à des contrats précaires pour soulager un peu le personnel du support à moindre coût (contrats PTP sans avenir de stabilisation).
- Nos locaux sont de moins en moins bien entretenus : économies sur le marché public de nettoyage et manque de personnel de maintenance (on n'entretient plus correctement nos bâtiments, on ne répare pas nécessairement ce qui doit l'être faute de budget suffisant).
- Sur certains de nos sites de formation, les matières premières nécessaires à un apprentissage de qualité viennent à manquer ; c'est alors le règne de la débrouille !
- On réduit les durées des formations ou on les découpe en plusieurs modules afin de s'approcher des objectifs fixés par le politique. Du coup, la qualité des formations données aux demandeurs d'emploi diminue.
- Pour nous permettre d'effectuer parfaitement les missions qui ont été transférées, des développements informatiques importants sont nécessaires mais les budgets restent insuffisants. Il faut donc donner priorité à certains projets au détriment d'autres ...
- ...

Pour ce qui est des demandeurs d'emploi, le gouvernement fédéral a fait fort !

Il a modifié les règles d'accès aux allocations de chômage sur base des études (accès à ces allocations ou fin de droit), ce qui a provoqué l'exclusion de plus de 20.000 allocataires. Une petite partie d'entre eux a eu droit à l'aide du CPAS mais certains, dont le conjoint travaille, n'ont rien eu.

Il y a donc beaucoup plus de familles sous le seuil de pauvreté en Wallonie !

Le gouvernement fédéral a élargi le public concerné par l'accompagnement individualisé (handicap > à 33%, travailleurs âgés, prépensionnés, ...) et, en plus, demande au Forem d'accompagner les travailleurs malades de longue durée vers une réinsertion professionnelle

Les personnes en maladie de longue durée le sont, la plupart du temps, pour des raisons objectives ... les réinsérer sur le marché de l'emploi ne résoudra en rien le problème d'autant plus qu'il n'y a pas assez d'emploi pour tous les demandeurs d'emploi.

Il serait bien plus logique de chercher plutôt la cause de cette énorme hausse du nombre de travailleurs malades de longue durée !

Ces accompagnements sont désespérants à mettre en place et surchargent encore plus nos conseillers référents.

L'élargissement du public concerné donne encore moins de chance aux plus jeunes de s'insérer sur le marché de l'emploi et provoque beaucoup de sanctions.

Nous revendiquons le droit de rendre à tous les citoyens des services de qualité dignes d'un véritable service public !

Pour ce faire, Il faut que l'accompagnement individualisé et le contrôle de la disponibilité des demandeurs d'emploi puissent tenir compte de la réalité socioéconomique.

Il nous faut du temps à consacrer à nos usagers et donc revoir les publics cibles et les objectifs fixés par le monde politique à tous ses niveaux. De cette manière, les travailleurs du Forem se sentiront mieux dans leurs différentes missions et plus en mesure de s'investir dans un Forem, véritable service public !